

CAP

CONVERGENCE . ANIMAUX . POLITIQUE



PROTECTION ANIMALE : RELANCER L'ÉCONOMIE ET PRÉPARER LE MONDE D'APRÈS

57 propositions d'ONG

Août 2020

Un projet soutenu par



Coordonné par

CAP

CONVERGENCE . ANIMAUX . POLITIQUE

Rédaction : Convergence Animaux Politique et des organisations partenaires.
Tous droits réservés.

Introduction

Lors de son adresse aux Français du 13 avril dernier, Emmanuel Macron annonçait un moment de refondation, imposant plus d'ambition et d'audace pour faire face aux crises à venir.

Nous, organisations de protection de la nature et des animaux, dans la continuité de notre tribune du 9 mai 2020¹, signée par 56 organisations, 39 parlementaires, 31 scientifiques et 22 personnalités publiques, souhaitons nous inscrire dans cette démarche de refondation, en apportant des solutions pour une reprise économique allant vers des progrès éthiques, écologiques et sanitaires.

Les 57 propositions présentées dans ce document sont le reflet de la vision du "monde d'après" des organisations de protection animale auprès desquelles CAP a initié cette concertation. Elles rendent compte d'attentes partagées par une large majorité de l'opinion publique, comme en attestent de très nombreux sondages et visent à faciliter une prise de décisions éclairée.

Nous faisons le choix de voir la crise actuelle non comme une fatalité, mais comme une opportunité de progresser vers une société plus juste, plus écologique et plus saine. La place et le traitement des animaux dans notre société est, dans ce cadre, une question fondamentale. Ce sont donc bien des décisions ambitieuses et audacieuses que nous attendons de ce Gouvernement.

Concrètement, **nous demandons que le plan de relance économique intègre pleinement la demande sociétale en faveur d'une plus grande prise en compte des animaux et de l'environnement.** Ce, en conditionnant les aides économiques, dans tous les secteurs concernés, au respect du bien-être animal, à la préservation de la biodiversité et à la limitation des impacts environnementaux.

Au-delà du cadre du plan de relance, **nous demandons au Gouvernement de s'inspirer de ces propositions pour définir des politiques publiques favorisant le respect des animaux et de la nature.**

¹ Convergence Animaux Politique (2020). TRIBUNE. "Pour une relance économique intégrant la protection des animaux et de l'environnement", *Le Journal du Dimanche* [en ligne], 9/05/2020 <https://www.lejdd.fr/Societe/tribune-pour-une-relance-economique-integrant-la-protection-des-animaux-et-de-lenvironnement-3967295>

ANIMAUX DE COMPAGNIE

Les mesures qui suivent visent à aider directement les associations de protection animale, fortement touchées par la crise, mais également à mieux prévenir les situations qui occasionnent des dépenses pour les collectivités ou des externalités négatives, telles que sanitaires ou environnementales dans le cas de l'errance.

Pour en finir avec l'abandon

- Rendre obligatoire la stérilisation des chats et faire que les communes consacrent un budget à la stérilisation des chats errants.
- Créer un permis de détention d'animaux de compagnie.
- Interdire la vente d'animaux sur les sites internet généralistes.
- Interdire la vente d'animaux dans les animaleries et foires.
- Mettre en place un service gratuit et généralisé de garde solidaire par les communes.
- Favoriser l'accueil des animaux dans les EHPAD.

Pour soutenir les refuges et associations de protection animale

- Attribuer un fonds d'urgence aux associations et refuges pour faire face à la crise et garantir le maintien des emplois concernés.
- Créer une taxe sur les fournitures pour animaux.
- Créer un fonds de protection contre les abandons et la maltraitance animale
- Mettre des lecteurs de puces à disposition des policiers et gendarmes.
- Engager les collectivités territoriales à renégocier leurs conventions fourrière.

- Exonérer les associations du paiement de la TVA sur l'activité de garde, d'entretien et de soins aux animaux.
- Faire prendre en charge par l'État les frais des refuges agissant sur réquisition judiciaire et réduire le délai de procédure.
- Faire prendre en charge par les collectivités territoriales une partie des soins aux animaux maltraités que les associations supportent.
- Soutenir la rénovation des refuges afin qu'ils soient plus résilients, écologiques et autosuffisants d'un point de vue énergétique.
- Faire toute la transparence sur les flux d'animaux et mieux évaluer l'abandon.
- Soutenir les refuges pour chevaux, poneys et ânes.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

La question alimentaire est intrinsèquement liée à celles des animaux, de l'environnement et de notre santé. Ces questions sont aujourd'hui parmi les principales préoccupations des consommateurs français. La demande en produits de qualité contrôlée, respectueux de l'environnement et des animaux existe, mais la concurrence va parfois à l'encontre de cette demande et ne permet pas aux producteurs d'adopter des normes plus exigeantes sans augmenter les prix. Il serait dans l'intérêt des consommateurs, des producteurs et de l'environnement de favoriser les productions locales. Celles-ci seraient plus vertueuses, et permettraient également aux consommateurs de reprendre confiance dans ce qu'ils mangent. C'est là tout l'objet des mesures qui suivent.

Pour l'indépendance agricole de la France

- Transitionner vers 100 % d'autonomie protéique et ne plus contribuer à la déforestation en renforçant le plan "protéines végétales."
- Favoriser les produits européens et français dans la restauration publique et instaurer une taxe sur les produits non-européens ne respectant pas les normes de bien-être animal.

Pour sortir de l'élevage intensif

- Rehausser significativement les normes de bien-être animal en France et en Europe et interdire les cages, les mutilations et les élevages sans accès à l'extérieur.
- Interdire l'élevage d'animaux pour la fourrure.

Pour un modèle agricole plus écologique

- Accompagner la reconversion vers le végétal des jeunes agriculteurs.
- Rembourser les dettes des éleveurs souhaitant se reconvertir dans la production végétale.
- Instaurer une fiscalité écologique et socialement juste sur les produits alimentaires pour une consommation plus durable et plus saine.
- Créer un système de bonus-malus pour accompagner les éleveurs et agriculteurs vers des pratiques agroécologiques.

Pour un abattage local et des normes plus strictes

- Soutenir le développement des abattoirs de proximité et de l'abattage mobile.
- Soutenir l'investissement dans les abattoirs de moins de 50 salariés.
- Limiter les transports vers les abattoirs à 400 km et à 8 h de trajet et mettre fin à ces transports en dehors des frontières de l'Union, vers les pays qui ne respectent pas les normes d'abattage européennes.
- Faire évoluer certaines pratiques d'abattage en investissant dans la recherche et le développement d'alternatives et en accompagnant les établissements.

Pour rétablir la confiance des consommateurs

- Rendre obligatoire l'étiquetage du lieu et de la méthode d'abattage pour tous les produits carnés.
- Rendre l'étiquetage du mode d'élevage obligatoire sur les produits carnés, laitiers et dérivés, comme cela existe déjà pour les œufs.

- **Rendre obligatoire et subventionner le contrôle vidéo dans les petits abattoirs.**

Pour une alimentation saine, écologique et inclusive

- **Réformer la formation des métiers de l'alimentation pour y intégrer les nouvelles connaissances existantes sur l'alimentation végétale et exclure tout représentant d'intérêts privés dans la définition du PNNS.**
- **Proposer une option végétarienne quotidienne dans la restauration collective.**

ANIMAUX SAUVAGES & DIVERTISSEMENT

La France est un pays riche de culture et de traditions. La majorité d'entre elles n'implique pas de faire souffrir des animaux pour le divertissement ou les loisirs. Parce qu'aucune tradition n'est immuable, et parce que la science nous a beaucoup appris au cours des dernières décennies sur les besoins fondamentaux des animaux, nous pensons qu'il est plus que temps d'arrêter de produire et reproduire ces souffrances et de commencer à investir dans des manières plus responsables de se divertir et dans des formes de tourisme respectueuses de l'environnement et des animaux.

Pour des cirques sans animaux sauvages et le développement de solutions durables pour les animaux

- **Conditionner les aides aux structures itinérantes à l'arrêt de l'usage d'animaux sauvages, les réglementer et les contrôler durant leur transition.**
- **Interdire les reproductions et les nouvelles acquisitions d'animaux et stériliser les animaux détenus.**
- **Interdire tout transfert d'animaux d'espèces sauvages d'un établissement fixe à un établissement itinérant.**
- **Mettre en place des structures d'accueil et sanctuaires pour les animaux sauvages exotiques et soutenir les structures existantes.**

Pour des zoos indépendants de l'argent du contribuable

- Conditionner les aides aux parcs zoologiques aux seuls besoins essentiels des animaux.

Pour mettre fin à la captivité des cétacés

- Interdire la reproduction des cétacés captifs via un moratoire, ainsi que leur transfert dans des parcs hors du territoire métropolitain.
- Encourager et soutenir la création de baies de réhabilitation en France et stimuler l'écotourisme maritime.
- Améliorer les conditions de détention et de traitement des cétacés captifs.

Pour des festivités sans souffrance animale

- Conditionner les aides apportées aux férias à leur non-affectation aux corridas.

ANIMAUX SAUVAGES LIBRES

La crise sanitaire que nous avons traversée trouve son origine dans la destruction des espaces naturels où vivent les animaux sauvages, poussant ces derniers à s'aventurer de manière toujours plus proche des humains. Or, en matière de protection de la faune sauvage, la France ne donne pas l'exemple et rend difficile sa subsistance globale, en particulier pour certaines espèces. Les propositions qui suivent visent à faciliter la cohabitation entre nous, nos modes de vie et les animaux sauvages.

Pour la cohabitation de l'agriculture avec la faune sauvage

- Encourager les agriculteurs à modifier leurs pratiques afin qu'elles soient compatibles avec la présence de la faune sauvage, en finançant la protection des troupeaux.
- Création d'un label pour les agriculteurs qui cohabitent avec la faune sauvage.

- Conditionner les aides au secteur agricole à l'abandon progressif et rapide des pesticides et à l'arrêt de la destruction des espèces.

Pour protéger la faune sauvage dans les espaces naturels

- Interdire la chasse en enclos.
- Interdire les chasses traditionnelles.
- Stimuler le tourisme vert en créant de nouveaux parcs nationaux ainsi que des espaces de réensauvagement pour protéger la faune sauvage locale de l'activité humaine.
- Garantir aux centres de faune sauvage un financement pour les soins apportés aux animaux appartenant à des espèces protégées.

Pour protéger la faune sauvage marine

- Développer des dispositifs visant à éviter les échouages massifs de cétacés libres.
- Stimuler l'écotourisme en créant un label et des aires marines protégées.

EXPÉRIMENTATION ANIMALE

La recherche est un enjeu fondamental pour prévenir l'arrivée de prochaines crises sanitaires. Nous nous devons d'être à la hauteur de l'enjeu et nous donner les moyens d'explorer toutes les pistes que nous offre la science à l'heure actuelle. Or, jusqu'à présent, les méthodes substitutives à l'expérimentation animale n'ont bénéficié d'aucun soutien de l'État et pâtissent de procédés bureaucratiques qui freinent leur développement. Nous proposons ici non seulement de lever les barrières économiques et institutionnelles au développement de ces méthodes, mais aussi de les soutenir activement pour une science qui innove et se réinvente.

Pour une recherche plus éthique et innovante

- Financer la recherche et le développement de méthodes substitutives à l'expérimentation animale.
- Développer les technologies innovantes telles que les organoïdes ou les organes sur puce.
- Remplacer les animaux par des méthodes substitutives partout où cela est possible, en adéquation avec la réglementation européenne, dite des 3R (*reduce, replace, refine*).
- Accélérer le processus de validation des méthodes alternatives.
- Ne plus permettre aux universités publiques de vendre des services d'expérimentation animale à des laboratoires privés.

Conclusion

La crise que nous vivons est un moment charnière, qui appelle d'importants changements dans les politiques publiques. La nomination de Barbara Pompili au ministère de la Transition écologique et la création d'un secrétariat d'État à la Biodiversité sont des actes encourageants qui indiquent que la préservation des espèces et de l'environnement sont parmi les priorités de ce nouveau Gouvernement.

Le plan de relance économique qui sera bientôt présenté est une véritable opportunité de soutenir les acteurs de la protection animale et d'investir dans des secteurs économiques vertueux sur les plans écologique, éthique et sanitaire.

C'est donc tout l'objet de nos propositions, et nous espérons qu'au-delà du plan de relance, elles pourront participer à l'actualisation des politiques publiques économiques, environnementales, agricoles, culturelles et de recherche scientifique en France.

L'application de ces propositions permettrait notamment de :

- gagner en autonomie agricole,
- redonner confiance aux consommateurs,
- développer les secteurs économiques d'avenir dans l'agriculture, le tourisme, le monde du spectacle et la recherche scientifique,
- éviter des coûts et externalités négatives aux collectivités en réglant le problème de l'abandon.

Comme la majorité des citoyens et de nombreux parlementaires, les organisations de protection animale attendent du Gouvernement qu'il agisse en faveur des animaux. Il lui reste deux ans pour le faire et, *via* le présent document, nous souhaitons lui fournir des pistes pour prendre des décisions éclairées, basées sur l'expertise des acteurs de la protection animale.

Retrouvez les dernières actualités de CAP

 <https://convergence-animaux-politique.fr/>

  @CAPpolitique

   Convergence Animaux Politique

Contactez-nous

 contact@convergence-animaux-politique.fr

CAP

CONVERGENCE . ANIMAUX . POLITIQUE